Canada

CHECK AGAINST DELIVERY
VÉRIFIER AU PRONONCÉ

STATEMENT BY
THE HONOURABLE LAWRENCE CANNON
MINISTER OF FOREIGN AFFAIRS

TO THE GENERAL DEBATE OF THE 64TH SESSION
OF THE UNITED NATIONS GENERAL ASSEMBLY

NEW YORK, 26 SEPTEMBER 2009

DÉCLARATION DE
L'HONORABLE LAWRENCE CANNON
MINISTRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES

AU DÉBAT GÉNÉRAL DE LA 64E SESSION
DE L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE DES NATIONS UNIES

NEW YORK, LE 26 SEPTEMBRE 2009

Permanent Mission of Canada to the United Nations • Mission permanente du Canada auprès des Nations Unies
885 Second Avenue, 14th Floor • New York, N.Y. 10017 • Telephone (212) 848-1100 • Facsimile (212) 848-1195
http://www.un.int/canada

Monsieur le Président,

La création des Nations Unies découle de la prise de conscience fondamentale de l'interdépendance de nos peuples et de nos pays.

Le Canada fait partie de ses membres fondateurs, inspirés alors par la nécessité de dégager un consensus international en faveur de la stabilité et de la sécurité dans un monde ravagé par la guerre, il y a plus de 60 ans.

En conséquence, il n'existe pas de meilleure enceinte pour moi, en ma qualité de ministre des Affaires étrangères du Canada, où réaffirmer l'attachement de mon pays à une action collective, c'est-à-dire où poursuivre, de concert avec tous les pays, des objectifs partagés et surmonter des difficultés communes.

La crise économique et financière mondiale ainsi que les menaces internationales pour la sécurité et l'environnement font ressortir l'importance de cette interdépendance.

Nous avons inscrit le redressement et la croissance économiques en tête de nos priorités et avons pris des mesures décisives pour réduire les répercussions de la crise au Canada, au bénéfice de tous les Canadiens.

Toutefois, la reprise de l'économie canadienne ne peut se faire en vase clos, sans un redressement économique à l'échelle de la planète.

Par ailleurs, une menace commune pèse sur toutes les économies du monde : le protectionnisme.

L'histoire nous enseigne que nous ne sortirons jamais de la crise actuelle si nous acceptons d'entraver le commerce international pour tenter de favoriser nos économies nationales. D'où la nécessité d'une consultation énergique et efficace aux plus hauts échelons afin de faire front commun contre la tentation protectionniste.

Paix et sécurité

Depuis la création des Nations Unies, plus de 100 000 Canadiens ont servi dans des missions des Nations Unies en Afrique, dans les Amériques, en Asie-Pacifique et au Moyen-Orient.

Et aujourd'hui, des milliers d'autres – militaires, policiers, diplomates, travailleurs humanitaires et autres – sont déployés auprès de missions mandatées ou dirigées par les Nations Unies dans le monde.

L'éradication du terrorisme sous toutes ses formes est une responsabilité qui incombe non seulement aux Canadiens, mais aussi aux Nations Unies. Or, le Canada est déterminé à lutter contre le terrorisme et à veiller à ce que les terroristes et ceux qui les appuient aient à rendre compte de leurs actes. Les talibans constituent une menace pour la paix et la sécurité mondiales. Aussi, comme les Nations Unies, le Canada est-il résolu à éradiquer cette menace.

Notre mission en Afghanistan est l'expression la plus forte de cette détermination. De même, il s'agit de notre contribution la plus importante à l'étranger. Cette mission se veut un partenariat civilo-militaire efficace et intégré, auquel participent quelque 2 800 militaires et plus de 100 civils. Ces Canadiens travaillent sans relâche et consentent d'énormes sacrifices afin d'aider à la poursuite de la mission mandatée par les Nations Unies pour instaurer un Afghanistan stable et sûr, qui soit dirigé, en définitive, par les Afghans eux-mêmes.

Bien que le Parlement ait adopté une résolution en vue de mettre fin à notre mission militaire en Afghanistan à la fin de 2011, le Canada poursuivra ses efforts de développement et de diplomatie dans ce pays.

Au cours des prochains mois, le Canada s'attendra à ce que les dirigeants politiques afghans fassent des progrès dans la poursuite de grandes priorités – de la bonne gouvernance à la lutte contre la corruption, en passant par la réconciliation, la reconstruction, la croissance économique et la coopération régionale – de façon à favoriser la stabilité dans leur pays. En s'attaquant aux nombreuses difficultés à l'horizon, ils devront aussi veiller à ce que leurs efforts contribuent à promouvoir, à protéger et à améliorer les droits de la personne de manière concrète – en particulier les droits et les conditions de vie des femmes et des filles afghanes.

En même temps que les Afghans s'attacheront à surmonter les obstacles importants devant eux, il sera crucial de réaffirmer notre appui à un Afghanistan autonome et de continuer de soutenir les efforts visant à assurer la stabilité de la région.

Le Canada apporte également une aide non négligeable en Haïti, où sa contribution totalisera 555 millions de dollars entre 2006 et 2011. Nous souhaitons promouvoir la démocratie, la sécurité et la croissance économique, mais surtout, garantir un avenir meilleur au bénéfice de tous les enfants et jeunes Haïtiens.

Plusieurs défis demeurent. Le Canada déplore la détérioration de la situation sécuritaire dans le Sud du Soudan et appelle à la mise en œuvre intégrale de l'Accord de paix global. Dans le même élan, nous exhortons toutes les parties prenantes au conflit au Darfour à mettre fin aux hostilités, sous médiation conjointe des Nations Unies et de l'Union africaine. Le Canada est déterminé à aider au règlement des conflits dans ce pays. Depuis 2006, il a versé plus de 640 millions de dollars à l'appui des efforts internationaux visant à y instaurer une paix durable.

Nous sommes éminemment conscients que la prolifération nucléaire constitue une menace internationale pour nous tous.

Le Canada est profondément préoccupé par les révélations récentes selon lesquelles l'Iran construit depuis plusieurs années une usine clandestine d'enrichissement de l'uranium. Nous condamnons le refus continu de ce pays de respecter les résolutions du Conseil de sécurité et les obligations de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA). En conséquence, nous lui demandons instamment d'autoriser l'accès immédiat et sans entrave de l'AIEA à toutes ses installations, y compris cette usine, et nous nous attendons à la tenue d'une enquête approfondie.

Nous espérons que les pourparlers, prévus pour le 1er octobre entre l'Iran et les cinq membres permanents du Conseil de sécurité des Nations Unies et l'Allemagne, aborderont la duplicité entourant le programme nucléaire de l'Iran.
Le Premier ministre a été formel dans ses discussions avec le Président Obama, le Premier ministre Brown, le Président Sarkozy et nos autres alliés : le Canada appuiera les actions jugées nécessaire pour dissiper ce qui est clairement une menace à la paix et à la sécurité mondiales.

Dans cette optique, le Canada félicite le président Obama d'avoir pris l'initiative d'organiser le Sommet du Conseil de sécurité des Nations Unies sur la non-prolifération et le désarmement nucléaires. Nous nous engageons à veiller, de concert avec d'autres pays, à prévenir la prolifération des armes nucléaires et les nouvelles menaces terroristes. Pour trouver une solution diplomatique à ce problème, il faut mobiliser la volonté politique de façon à ce que tous les pays adhèrent à l'idée d'un monde exempt d'armes nucléaires.

Environnement

À cette époque de l'année, les arbres changent de couleurs dans mon pays.
Ce spectacle impressionnant rappelle à tous les Canadiens et Canadiennes leur devoir de protéger un des plus majestueux patrimoines naturels du monde.

Mais les ravages causés par les changements climatiques ne respectent ni frontières ni saisons.

Le Canada continue de plaider en faveur d'un accord ambitieux sur la lutte contre les changements climatiques, après 2012, qui soit conforme aux principes et aux dispositions de la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques. De même, notre pays est favorable à une croissance mondiale durable, à faible émission de carbone.

Notre pays est résolu à prendre des mesures nationales pour réduire l'ensemble de ses émissions de gaz à effet de serre (GEF) de 20 p. 100 par rapport aux niveaux de 2006 d'ici 2020, et de 60 à 70 p. 100, d'ici 2050.

Il est en outre un chef de file mondial dans la mise au point des technologies propres pour lutter contre les changements climatiques, y compris pour le captage et le stockage du carbone. De plus, nous sommes à la recherche d'un nouveau partenariat mondial pour la mise au point et le déploiement de technologies de captage et de stockage du carbone.

Lors de la réunion du G8 à L'Aquila et de la réunion des grandes économies, le Canada s'est joint à de nombreux autres pays pour appuyer l'argument scientifique – qui suscite un large consensus – selon lequel l'augmentation de la température moyenne à l'échelle de planète, au-dessus des niveaux pré-industriels, ne doit pas dépasser les 2 degrés Celsius.

Mais ce phénomène planétaire appelle lui aussi une réponse mondiale.

C'est pourquoi le Canada souhaite que *tous* les émetteurs s'inscrivent dans cet effort international.

Nous félicitions le Secrétaire général de nous avoir convoqué ici à un sommet fructueux sur les changements climatiques, témoignage du rôle d'impulsion qui incombe naturellement à l'ONU dans ce domaine.

Toutes les grandes économies devront faire face à ce défi d'envergure mondiale. Ceci doit se refléter dans le contexte d'un accord juste, équitable et efficace, à Copenhague, en décembre prochain.
L'adaptation aux conséquences des changements climatiques revêt également une grande importance pour tous les pays. Elle doit occuper une place centrale dans le régime de lutte contre les changements climatiques dans l'après-2012, et cela, si nous voulons renforcer ensemble la résistance aux répercussions des changements climatiques. Le Canada apporte une contribution importante à un certain nombre d'initiatives en ce domaine, y compris le Programme pilote pour la résistance aux chocs climatiques de la Banque mondiale. De même, il continue à appuyer les efforts internationaux pour que les pays les plus pauvres et les plus vulnérables puissent mieux s'adapter aux changements climatiques.

En tant que pays et puissance arctique, le Canada est fier d'exercer depuis longtemps sa souveraineté sur ce territoire de plus en plus prometteur. Il reconnaît en outre la responsabilité importante dont il doit s'acquitter envers les habitants du Nord, et en ce qui concerne le développement durable et la protection environnementale de la région.

La coopération avec nos voisins arctiques et la poursuite pacifique de nos intérêts servent, et continueront de servir, de fondements à notre politique étrangère pour l'Arctique et de guider notre action dans la région.

Par son engagement bilatéral et multilatéral, que ce soit aux Nations Unies, au Conseil de l'Arctique ou à la faveur de sa collaboration avec ses partenaires arctiques, le Canada continuera à jouer un rôle d'initiative important face aux enjeux arctiques, tels que la navigation, l'exploitation pétrolière et gazière, les contaminants et la biodiversité.

Droits de la personne

Depuis l'adoption de la Déclaration universelle des droits de l'homme, il y a 61 ans, le Canada œuvre énergiquement au renforcement du système des droits de l'homme des Nations Unies, de façon à garantir la crédibilité et l'intégrité de mécanismes justes et équilibrés, qui fassent la promotion des droits humains et des libertés fondamentales.

Les droits humains occupent une place importante dans la politique étrangère canadienne et dans nos relations avec les États membres des Nations Unies.

Au cours de son mandat au Conseil des droits de l'homme, qui a pris fin récemment, le Canada s'est attaché à ce que cette enceinte favorise un dialogue international constructif. Nous poursuivrons notre action en faveur d'un Conseil des droits de l'homme efficace, attentif aux besoins et crédible, qui respecte les principes qui ont présidé à sa création.

Le Canada continuera à promouvoir le respect des droits humains fondamentaux ainsi que la liberté d'expression et d'association. De même, il continuera à défendre les personnes détenues injustement par les régimes les plus répressifs de la planète.

Il est dans l'intérêt de tous les États membres de dégager la volonté politique requise pour que nos valeurs se traduisent par des gestes concrets afin de veiller à ce que les responsables de violations des droits humains fondamentaux aient à rendre compte de leurs actes. Et il est dans notre intérêt à tous d'appuyer ceux qui s'attachent sincèrement à promouvoir les droits de leurs populations.

Aide internationale

Le Canada respecte ses engagements internationaux et il est en bonne voie de doubler son aide internationale, qui passera à 5 milliards de dollars d'ici à 2010.

Nous avons déjà respecté notre engagement à doubler l'aide à l'Afrique entre 2003 et 2009.

De plus, notre pays continuera à apporter une aide humanitaire aux populations touchées par des conflits et des catastrophes naturelles.

À titre de président de la Configuration Sierra Leone de la Commission de la consolidation de la paix des Nations Unies, nous nous employons à combler le fossé entre l'aide humanitaire et le développement à long terme.

Au cours de son mandat à la présidence du G8, en 2010, le Canada veillera en priorité à ce que cette enceinte soit davantage imputable de son action et plus efficace. Être imputable de son action, c'est respecter ses engagements. L'efficacité consiste à renforcer nos partenariats, y compris avec les Nations Unies, face à des problématiques telles que la fragilité des États et la non-prolifération nucléaire.

En juin 2010, le Canada coprésidera également le Sommet du G20 avec notre bon partenaire République de Corée. Le redressement économique et la mise en place des bases nécessaires à une croissance durable, y compris au bénéfice des plus vulnérables, continueront de figurer en tête de nos priorités. Plus tôt cette semaine, le Premier ministre du Canada, M. Stephen Harper, a annoncé une contribution concrète et novatrice en ce sens. C'est ainsi que, dans le prolongement de ses engagements antérieurs au G20, le Canada contribuera à augmenter la capacité de prêt de la Banque africaine de développement, à hauteur de 2,6 milliards de dollars environ. La Banque pourra ainsi répondre rapidement aux besoins de ses membres emprunteurs, tout en poursuivant son action visant à réduire la pauvreté.

Réforme des Nations Unies

Dans le tourbillon des événements importants dont l'écho se fait entendre jusque dans ces murs, j'exhorte les représentants à ne pas perdre de vue la nécessité de réformer le Conseil de sécurité.

Le Conseil est notre moyen d'action collectif le plus puissant.

Non seulement nous pouvons, mais nous devons, rendre cet instrument plus efficace, plus accessible et plus souple : mieux adapté aux problématiques et aux possibilités d'une communauté internationale élargie.

Depuis longtemps déjà, le Canada appuie les efforts pour renforcer la capacité d'action du Conseil de sécurité face aux enjeux sécuritaires d'aujourd'hui. Il veille également à ce que cette instance soit plus représentative des régions du monde, particulièrement de l'Afrique, qui a toujours été sous-représentée jusqu'ici.

Toute réforme digne de ce nom doit se traduire forcément par une plus grande transparence et responsabilisation.

Pour cela, il ne s'agit pas d'accorder à un petit nombre les privilèges déjà réservés à certains, mais plutôt de permettre un accès plus démocratique aux sièges électifs du Conseil de sécurité. Il faut aussi accroître la consultation et faire preuve d'une plus grande ouverture envers l'ensemble des États membres des Nations Unies.

En conclusion, Monsieur le Président, ce bref rappel de notre responsabilité commune envers nos populations en matière de sécurité économique, environnementale et nucléaire, peut être source d'inquiétudes.

Toutefois, il ne faut jamais oublier, dans ce combat apparemment inégal, que nous détenons les armes les plus efficaces qu'ait imaginées le génie humain : la liberté, la démocratie, les droits de la personne et la primauté du droit.

Merci, Monsieur le Président.